

QUE FAIRE ?

En apparence, la politique franco-africaine, « plus long scandale de la République ¹ », n'est pas près de changer : Jacques Chirac, pris depuis plus de 20 ans dans les rets de la Françafrique, a clairement annoncé qu'il entendait la verrouiller. Nous estimons pour notre part que cette politique foule aux pieds nos valeurs démocratiques et républicaines, et qu'elle va à l'encontre des intérêts de la France. Billets risquent de devoir le constater pendant une période encore assez longue.

Cette politique est intenable : elle craquera tôt ou tard, comme le glacié brejnévien, sous la poussée des peuples. Faut-il se contenter d'attendre ce craquement ? ou, sinon, seulement dénoncer, inlassablement ? Cela peut être usant, comme de multiplier les inspections d'une centrale de Tchernobyl et de répéter, à longueur de rapports adressés à des "responsables" ivres ou corrompus, que ça va sauter.

Nous croyons pourtant qu'une telle insistance peut ne pas être vaine. D'une part, à force de décaper les apparences et d'affiner les descriptions, nous ne désespérons pas de toucher tel ou tel intermédiaire ou décideur moins inconscient. Ensuite, le travail d'information que nous menons ne cesse de toucher de nouveaux lecteurs, de nouveaux milieux, qui "découvrent" cette décharge (de la Ré)publique.

S'ils sont étrangers, et en particulier Africains, ils n'ont pas de peine à intégrer la compréhension de telles dérives dans leurs perspectives d'action. Que l'élucidation soit entreprise par des Français leur laisse penser, nous signalent-ils souvent, que notre société n'a pas complètement abdiqué ses valeurs.

Nos lecteurs et interlocuteurs français sont plus mal à l'aise. Ils ont le choix entre trois attitudes : refuser de (sa)voir ; reconnaître l'intolérable et se disposer à réagir ; admettre le scandale, mais trouver trop coûteux ou trop difficile de le combattre.

Face à n'importe quelle crise grave, politique ou sociale, la résignation est l'attitude la plus fréquente. Elle s'inscrit dans cette espèce d'« incapacité anthropologique de l'humanité d'anticiper les conséquences de l'absence d'engagement ² », et la conforte.

Pour notre part, toute notre conviction refuse une telle incapacité, résiste à une telle fatalité. Ce type d'engagement est de toute façon "payant" : même marginal - un Willy Brandt était bien seul en 1940 -, il permet à un peuple de renouer avec le fil de son histoire par-delà ses égarements.

Sans attendre 2 002 ou le déluge, il est au moins deux choses à faire.

Avec sa lanterne, Diogène cherchait un homme. Il se trouve peut-être en France assez de femmes et d'hommes (y compris d'origine africaine) pour mettre en porte-à-faux la Françafrique - soutenue par des groupes restreints, avec des arguments indéfendables. Promenons nos lumignons. Nous croiserons sûrement les processions de ceux qui, sur d'autres sujets décisifs, font renaître l'engagement politique.

Plus généralement, il est clair que la prédation françafricaine a prospéré sur un désert civique. Ils sont certes nombreux ceux qui, dans leur action de coopération publique ou non-gouvernementale, ont témoigné de tout autre chose : générosité, intégrité, efficacité. Mais ce fut trop souvent dans le contexte d'un désespoir de la politique - laquelle, reléguée aux sommets étatiques, est de fait assez désespérante.

Pourtant, les relations franco-africaines peuvent être un terrain de choix pour une réinvention citoyenne de la politique. Vaste programme ! Il n'est pas possible de le développer ici - d'autant qu'il est, par nature, en gestation... Y contribuer est la priorité de la Coalition CFA (Citoyens France-Afrique), que Survie coanime avec Agir ici.

1. Selon Jacques Julliard.

2. Selon Renate Langewiesche.

SALVES

Protectorat

Leader d'une étonnante dynamique d'émancipation ivoirienne, Félix Houphouët-Boigny (FHB) a changé de camp en 1951 : il a accepté, contre un faramineux enrichissement personnel, d'occuper le sommet d'un exécutif entièrement circonvenu par des conseillers français - politiques, financiers, militaires. Ce système, qui a franchi sans encombre le cap de l'indépendance formelle (1960), est resté quasiment inchangé jusqu'au décès de FHB, en 1993 ¹. Sa perpétuation résume l'enjeu de la succession : l'ambassadeur de France à Abidjan, Michel Dupuch - actuel responsable Afrique à l'Elysée - supervisa le passage de témoin à Henri Konan-Bédié (HKB).

Il n'était évidemment pas question que le moindre risque électoral affecte une machine si bien "graissée" : sans trop s'en cacher, la Françafrique a mobilisé tout son arsenal - de la DGSE aux experts constitutionnels - pour assurer en 1995 le sacre "démocratique" de HKB.

Sous ce protectorat français, source de quelques fortunes colossales à Paris et Abidjan (dont celles de FHB et HKB), la riche Côte d'Ivoire est devenue l'un des pays les plus endettés du monde : 100 milliards de F en 1993, 2,4 fois le PIB. Depuis, pour éviter une banqueroute, on a taxé les contribuables français de massives annulations de dettes et perfusions financières. Mais les services publics ivoiriens d'éducation et de santé ont subi des coupes sombres.

On comprend comment le Directeur de la Caisse française de développement, Antoine Pouillieute, peut assurer les Ivoiriens de « la disponibilité » de son Groupe « pour financer leur économie, dans le cadre de liens fructueux, étroits, d'une amitié ivoiro-française qui doit tant au Président Houphouët-Boigny ».

Prochaines étapes, sous la "protection" de troupes françaises qui constituent la seule armée ivoirienne : les privatisations, c'est-à-dire l'officialisation de la privatisation du pays par les clans néocoloniaux ; et le durcissement du pouvoir de HKB, "légitimé" par les urnes.

Avec la bénédiction françafricaine, le même processus de "légitimation électoral" se met en place pour les colonels Ibrahim Baré Maïnassara au Niger et Idriss Déby au Tchad - formés, dans les bonnes écoles militaires françaises, au rude protectorat de la démocratie. Comme leur collègue rwandais Bagosora.

1. Cf. Marcel Amondji, *La Côte d'Ivoire en crise*, in *La Pensée* n° 279.

Presse sous pression

La liberté de la presse serait, dit-on, l'un des effets les plus visibles de ce vent de démocratisation que la France aurait déclenché à La Baule (1990). Il faut croire que, dans le pré-carré francophone, soufflent aussi des vents mauvais.

En Côte d'Ivoire, le bon HKB a préparé une loi qui traite en criminel tout journaliste dont un écrit quelconque est considéré par les autorités comme une offense à l'égard de membres du gouvernement, du Parlement ou du Conseil constitutionnel, ou encore d'un chef d'Etat étranger... Il pourra être condamné à 6 mois de prison et 125 000 F d'amende. Lesdites « autorités » ayant l'épiderme sensible, la presse n'a plus qu'à s'aligner sur le Journal Officiel.

Au Cameroun, le régime Biya multiplie les interdictions de paraître à l'encontre des publications du *Messenger*, cherchant à l'asphyxier financièrement. Les directeurs de publication du *Nouvel Indépendant* et du *Cameroon Post* ont été condamnés, respectivement, à 12 et 6 mois de prison (*IPS*, 15/03/1996).

Casamance : ça avance

Le Sénégal n'est pas indemne des maux économique-politiques qui affectent ses voisins ouest-africains. Pourtant, on ne sait quelle sagesse le prémunit jusqu'ici de certains de leurs excès. Alors que le séparatisme casamançais et sa répression menaçaient de dégénérer en conflit ethnico-religieux, il semble que le désir de paix soit le plus fort : un cessez-le-feu de 6 mois a permis, début avril, l'ouverture de négociations. (*Le Monde*, 04/04/1996).

SCI Comores

Le mercenaire Bob Denard (BD), homme de main de la DGSE et/ou des "réseaux", a installé deux présidents comoriens (Ali Soilihi et Ahmed Abdallah), avant de les éliminer lorsqu'ils eurent cessé de plaire (en 1978 et 1989). Pour les mêmes raisons, il vient d'en écarter un troisième, Saïd Mohamed Djohar (cf. *Billets* n° 28), après un *remake* du débarquement de 1978. Avec sa bande, il espérait aussi renouer le fil de 11 ans de racket et de trafics (1978-89).

Le président récemment élu, Mohamed Taki, serait l'un des initiateurs de ce énième coup d'Etat (1995). Dès 1992, il aurait signé avec BD un accord secret prévoyant, entre autres, la restitution des propriétés comoriennes du "soldat de fortune". BD pourrait y prendre sa retraite, voire veiller à la sécurité présidentielle... (*Croissance*, 04/1996). A la place de Mohamed Taki, on se méfierait. A la place des Comoriens, on se lasserait.

Un récent rapport de l'ONU considère les mercenaires comme, le plus souvent, des criminels aux idéologies fasciste et raciste, généralement associés aux trafics illicites d'armes, de stupéfiants et même aux prises d'otages : cela devrait conduire à « *châtier de manière sévère* » les gouvernements et les mouvements qui les engagent. Le rapport cite les Comores... Mais la France n'a toujours pas signé la convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction des mercenaires, adoptée en 1989 par l'Assemblée générale de l'ONU (*Le Monde*, 31/03/1996).

Un grand foccartien, l'ex-ambassadeur Maurice Delauney, trouve Bob Denard « *ni affreux, ni assassin*. [...] *En diverses circonstances, j'ai été amené à avoir avec lui de nombreux contacts, toujours au service de la France et de notre politique africaine. Les rois de France avaient des mercenaires, la République n'a pu s'en passer. Beaucoup de gestes politiques exigent des interventions non officielles. Lorsqu'elles ont été demandées, Bob Denard les a exécutées, le plus souvent dans les meilleures conditions, toujours dans l'honneur* ».

1. Cité par Ahmed Wadaane Mahamoud, *Autopsie de Comores. Coups d'Etat, mercenaires, assassinats*, Cercle Repères, p. 293. Un dossier très documenté sur cette histoire répétitive.

Rwanda demande observateurs

Lors du sommet de Tunis (18 mars) réunissant les Etats du Centre-Est africain concernés par le problème des réfugiés, le président rwandais Pasteur Bizimungu a invité l'ONU à déployer jusqu'à 300 observateurs des droits de l'homme à travers tout le pays. Ce n'est quand même pas le meilleur moyen de massacrer tranquillement les Hutus, comme on en accuse le pouvoir de Kigali...

A l'échelle du Zaïre - où, au Nord-Kivu, s'embraye une purification ethnique avec la caution de l'armée de Mobutu (voir *A fleur de presse*) -, cela ferait 2 000 observateurs des droits de l'homme. Et 60 000 en Chine... Chiche ?

Le dessous des cartes

Le 8 avril au Caire, Jacques Chirac a fait l'éloge d'une « *grande politique arabe* » et méditerranéenne de la France, dont seraient évacués la démocratie et l'état de droit. Il a prononcé ce discours devant une carte hautement significative : l'Irak et le Soudan y sont rangés parmi les Etats arabes (*Libération*, 09/04/1996).

L'on sait pourtant qu'en ces deux pays, aux frontières dessinées par la colonisation, les populations arabes sont nettement minoritaires. En leur nom, des dictatures sanglantes massacrent et/ou "normalisent" sans états d'âme les autres peuples et communautés linguistiques ou religieuses. Celui qui, Premier ministre français de 1974 à 1976, initia le surarmement de Saddam Hussein à fonds publics perdus (pas pour tout le monde), n'a cure de ces contingences.

Nuages sur l'Ethiopie ?

L'Ouganda sort du gouffre où l'avaient plongé Amin Dada et Milton Obote. L'Ethiopie post-Menguistu fait de même, heureusement oubliée par les médias. Dans le même temps, le Soudan est ruiné par un régime paranoïaque, auquel la Françafrique vouait une tendresse particulière. Dans sa fuite en avant, ce régime cherche naturellement à agresser ses voisins - qui tendent à se coaliser contre lui (cf. *Billets* n° 32).

Jacques Foccart admet avoir, jadis, armé la sécession biafraise contre le Nigeria anglophone : une opération à fort goût de pétrole. Plus récemment, la Côte d'Ivoire et le réseau Mitterrand ont armé le seigneur de la guerre Charles Taylor, parti pour déstabiliser le Libéria anglophone - une entreprise réussie au-delà de toute espérance ! Taylor aidait lui-même en hommes et en armes son collègue Foday Sankoh, qui mit à feu et à sang le Sierra Leone anglophone.

Une partie des "services" français n'a jamais caché tout le mal qu'elle voulait à l'Ouganda anglophone et à son président Yoweri Museveni : ce fut l'une des motivations de l'alliance franco-soudanaise (cf. *Billets* n° 21 et 22).

Bien vue à Washington, l'Ethiopie, mosaïque ethnique, n'est pas exempte de foyers potentiels de guérilla. On ne saurait trop conseiller à ce pays martyr de se garder sur son flanc Est, des stratèges abscons d'une « grande politique arabe », et des vengeurs de Fachoda.

Amis milliardaires

Victime de la "fracture sociale", Jacques Chirac trouve ses meilleurs amis parmi de pauvres bougres tout empêtrés de leurs milliards (de Francs ou de dollars). On a évoqué le mois dernier François Pinault et Hassan II. On peut y ajouter, entre autres, Bernard Arnault (le PDG du luxe), le maréchal Mobutu (que JC fréquenta assidûment au 20 avenue Foch), le général Eyadema, les anciens dictateurs maliens et congolais (Moussa Traoré et Denis Sassou Nguesso), et le Premier ministre libanais Rafic Hariri.

Celui-ci a bâti sa fortune (estimée à plus de 3 milliards de \$) en Arabie saoudite, dans le BTP. Puis il jeta son dévolu sur les meilleurs morceaux de l'immobilier parisien : la Ville et son maître d'Hôtel, Jacques Chirac, choyèrent cet homme de goût (*Libération*, 05/04/1996).

RH et JC sont devenus très copains. Les journalistes couvrant le récent voyage chiraquien au Liban ont eu la troublante impression d'assister à une visite privée - comme au Maroc en juillet, avec Hassan II. Ou à un voyage d'affaires : une valise de protocoles financiers et d'assurances COFACE ont ouvert la voie à des chantiers routiers ou portuaires pour Bouygues et Dumez, confrères d'Hariri. Une confrérie très gratifiante...

Avec ce chef ploutophile, l'Etat français reste promis, en Afrique, aux charmes de la « politique du ventre ».

PRECISIONS

Diffusés à 2 200 exemplaires, nos Billets d'Afrique touchent des lecteurs de 3 continents, au profil très divers : décideurs politiques, administratifs et financiers, journalistes, experts et universitaires, responsables d'ONG, esprits curieux, militants...

Parmi ces derniers, certains trouvent nos Billets parfois sibyllins, trop peu explicites. Plusieurs nous ont conseillé de publier les précisions que nous leur avons fournies personnellement, quant aux contraintes pesant sur ce bulletin :

- *une exigence de concision : ces Billets sont très lus parce que, sauf exception, ils ne dépassent pas 4 pages ; nous ferions plus et mieux en 8 pages, mais la chute du taux de lecture effective ferait plus qu'annuler notre effort ;*

- *le souci de prendre part au débat politique, et donc d'intéresser des lecteurs déjà très informés : une expression trop délayée les ferait fuir.*

Le respect de ces contraintes assure l'influence croissante de Billets. Nous espérons que les lecteurs moins familiers des arcanes françafricaines s'accoutumeront à ce style et à ce format. Les Dossiers noirs de la politique africaine de la France ¹, beaucoup plus explicites, peuvent leur livrer les clefs d'une compréhension plus aisée.

1. Publiés chez L'Harmattan, ils peuvent être commandés à *Survie* (port inclus) :

* n° 1 à 5 (Rwanda, Tchad, Soudan, liaisons mafieuses, présence militaire, position des candidats à l'élection présidentielle de 1995). Avec index. 383 p., 160 F ;

* n° 6, *Jacques Chirac et la Françafrique. Retour à la case Foccart ?*, 111 p., 49 F.

C(Q)FD

Certains croient encore que la Caisse française de développement (CFD) a pour principal objectif le développement des pays "bénéficiaires" de ses prêts ou subventions. Son rapport annuel d'activités cache pourtant mal sa vulnérabilité aux appétits françafricains. Celui de 1995 permet de repérer les inclinations balladuro-chiraquiennes :

Michel Roussin a pu initier à leurs subtilités l'actuel directeur de la CFD, Antoine Pouillieute, qui fut son collaborateur au ministère de la Coopération.

Sur l'ensemble des engagements de la Caisse à l'étranger (8,1 milliards de F), plus de 5 % ont servi à financer la mise en exploitation du plantureux champ pétrolier de Nkossa, où Elf mène la danse. Si le pétrole pouvait développer le Congo, ça se saurait : il gage en fait une *overdose* de surendettement, et surexcite les rivalités claniques (cf. *Billets* n° 28).

De même, la CFD a "prêté" 150 millions de F au richissime émir gabonais Bongo, pour l'aider à boucler le budget d'un pays qu'il pille depuis trois décennies, avec ses parrains français. La passoire franco-ivoirienne, elle, est abondée à hauteur de 1,2 milliards.

Au total, plus du quart des engagements vont à la Côte d'Ivoire du cher Konan. On dépasse les 37 % en ajoutant les crédits au Congo et au Gabon. Les fonds alloués à ces trois protectorats ont crû de plus de 60 % en 1995. Ceux attribués aux pays les moins avancés ou à faible revenu ont diminué de 3,4 %.

A la marge, la CFD sait et peut financer d'excellents projets : quand elle n'est pas aux ordres...

Concession

Les « *Messieurs Afrique* » (et d'ailleurs) ne se mangent pas entre eux. Telle est la principale leçon à tirer du renouvellement de la concession de TF1 au groupe Bouygues. Ce n'était pas le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel Hervé Bourges - l'ami de Paul Biya -, qui allait s'offusquer du mélange entre les affaires africaines du bétonneur et son bétonnage de l'information sur certains régimes africains (*Billets* n° 32).

Trilogie

Le bétonnage a pourtant eu une faille passagère. D'audacieux journalistes de TF1 ont révélé le 6 avril que la libération scénarisée des deux pilotes français prisonniers du général Mladic (*Billets* n° 30, *Télé-guidage*) s'était accompagnée d'une livraison d'armes aux Bosno-Serbes, négociée par l'émissaire de Chirac et Pasqua réunis, Jean-Charles Marchiani.

Le gouvernement a démenti, TF1 s'est couchée. Mais la trilogie livraison d'armes-Marchiani-démenti se fait curieusement répétitive : Iran, Soudan, Bosnie,... Du mauvais Pagnol.

Humanisme

Les immigrés sans papiers qui ont occupé l'église Saint-Ambroise, puis le théâtre de la Cartoucherie (grâce à l'inoxydable Ariane Mnouchkine), prennent la France au mot de ses grandes Déclarations. Ils la touchent au cœur : se respectera-t-elle elle-même ? au nom de quels principes, d'humanité ou d'inhumanité, le sort de ces hommes, ces femmes et ces enfants sera-t-il "jugé" ?

Bons points

- Après l'arrestation au Cameroun du colonel Théoneste Bagosora, celle de 11 autres membres de la *genocide set*, le 27/03/1996, montre l'influence des opinions publiques (camerounaise, africaine et internationale) sur l'arrêt de l'impunité des crimes contre l'humanité. Le procureur Goldstone, des Tribunaux pénaux internationaux sur l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, souligne leur rôle décisif.
- Tous les pays d'Afrique et quatre des cinq membres du Conseil de sécurité (à l'exception de la Russie) ont signé le 11/04/1996 au Caire un traité bannissant l'arme nucléaire du continent.
- Le chef de la junte militaire du Sierra Leone, le général Julius Maada Bio, s'est laissé envoyer "en formation" par le régime civil auquel il a cédé la place à l'issue des élections du 15 mars.

ILS ONT DIT

« Notre fidélité aux droits de l'homme, à des valeurs universelles, ne doit pas nous empêcher de reconnaître que ces valeurs peuvent s'exprimer sous des formes différentes ». (**Jacques CHIRAC**, discours du 07/04/1996 à l'université du Caire, sur la « *grande politique arabe* » de la France).

[*Sous le titre « Droits de l'homme en péril », un éditorial du Monde (10/04/1996) réagit à cette concession d'apparence anodine (dont on retrouve l'écho dans le discours prononcé le 12 avril par le Premier ministre chinois Li Peng) : « En matière de droits de l'homme, il n'y a pas de relativisme culturel : la torture reste la torture, partout intolérable [...]. Peu importe la manière dont on l'enrobe, [ce] cours nouveau du discours occidental sur les droits de l'homme représente une régression, politique et morale ». Dans un n° "Spécial Chine" (04/1996), La Chronique d'Amnesty décrit tout ce que, désormais, l'on "tolérerait"].*

« L'homme que l'on reçoit aujourd'hui [Li Peng] est haï de son peuple et les valeurs que l'on brade, afin de l'accueillir mieux, sont celles qui fondent notre nation. Ici, deux peuples sont perdants, et le despote et le marchand triomphent » (**Pancrace BERVILLE**, pseudonyme collectif de hauts fonctionnaires français, *Le Monde*, 10/04/1996).

[*L'humiliation est totale : Li Peng s'est vanté à Bangkok d'avoir réussi auprès de la France, ancêtre chancelant des droits de l'homme, le chantage (réception avec les honneurs contre grosses commandes) qui avait échoué ailleurs (Helmut Kohl est allé signer des contrats en Chine, il n'a pas offert à Li Peng une réhabilitation sur le sol allemand). Cette capitulation n'a même pas payé : les patrons français sont très déçus par le volume des affaires conclues].*

« Les Français sont venus ici pour nous combattre, et, pour cela, ils ont aidé au génocide. [Lors de l'opération Turquoise,] ils ont réuni sur le site où nous sommes [Gikongoro] tous ces gens qui fuyaient les massacres de partout et qui étaient sur les collines et dans la brousse. Les Français les ont concentrés puis ils les ont abandonnés. Et tous ces gens ont été massacrés. [...]

Cet éléphant [la France] qui nous a refusé le respect serait censé devoir s'excuser. Au lieu de cela, il a décidé de harceler la fourmi noire [le Rwanda]. Mais il ne pourra jamais arriver au sommet de cet entassement de cadavres que nous venons juste d'enterrer ». (**Pasteur BIZIMUNGU**, président du Rwanda, le 7 avril, lors d'une cérémonie marquant le deuxième anniversaire du génocide. *L'Humanité*, 09/04/1996).

« Ce qui est dit dans le rapport [du député Henri Cuq sur les foyers d'immigrés] à ce propos [ils stimuleraient l'immigration clandestine] est scandaleux. Chaque mois, nous avons des réunions dans les foyers pour ramasser les cotisations et aider au développement au pays pour que les jeunes puissent y trouver du travail. Dans ce foyer, malgré nos faibles ressources, en dix ans de cotisations, nous avons réussi à construire une école de six classes avec des logements pour les maîtres, un dispensaire avec son équipement, et à irriguer un périmètre de culture qui à lui seul nous a coûté 640 000 francs. Quand on dit que nos sous servent à fabriquer de l'immigration, on prend les choses exactement à l'envers. Ils n'ont qu'à se déplacer et voir ce que font les immigrés le long du fleuve Sénégal ». (**Mountago BATHILY**, président du comité des résidents du foyer Masséna à Paris, in *Libération* du 15/04/1996).

A FLEUR DE PRESSE

Bello Bouba de plus en plus accepté (extrait d'une "Lettre bimensuelle d'information confidentielle" sur le Cameroun, publiée par Claude CHEVRIER, N° 6, 26/02/1996) : « Au regard des résultats des municipales du mois de janvier qui donnent John Fru Ndi vainqueur en termes de suffrages exprimés, la cellule africaine de l'Elysée, suite à un rapport confidentiel de l'ambassade de France à Yaoundé adressé début février 1997 [sic], considère désormais Magari Bello Bouba, le leader de l'UNDP [parti très implanté au Nord du Cameroun], comme une solution de rechange crédible face au président Biya, pour s'assurer le maintien du Cameroun dans le pré-carré français. Au cas où John Fru Ndi viendrait à être élu l'an prochain à la place de Paul Biya, l'Elysée n'exclut pas un coup de force pour rétablir l'ordre français au Cameroun ».

[*Elisez-le, l'Elysée le désélira... Qui peut croire que le peuple camerounais se laissera une deuxième fois (après le bidouillage de la présidentielle de 1992) voler sa victoire, sans voler dans les plumes du coq français (qui aurait alors bien besoin d'une ergots-thérapie) ?*

Ce coq a des poussins. Le franco-camerounais Hervé N'Kom, vice-président de Thomson, membre éminent du Comité des franco-africains pour l'élection de Chirac, a fondé l'association "Horizon 2 000". On y rêverait pour le Cameroun d'un "Parti Bantou", un front anti-Bamilékés où se

fondraient le parti au pouvoir (le RDPC) et de petits partis du Centre et du Sud (La Lettre du Continent, 28/04/1996). Une variante locale du Hutu power ? Jacques Chirac suivra-t-il son prédécesseur sur le terrain glissant des "fronts de race" ?

Coincidence : c'est Thomson qui, au Cameroun, avait emporté le "marché" des cartes d'identité infalsifiables].

Le Soir, Le génocide se prolonge au Zaïre, 06/04/1996 (Colette BRAECKMAN) : « Depuis le 27 mars, par centaines, des réfugiés affluent au poste frontière qui sépare Goma (Zaïre) de la ville rwandaise de Gisenyi. Des bus servent à organiser le renvoi vers le Rwanda de milliers de Tutsis de nationalité zaïroise chassés des hautes terres du Kivu [...]. Les entrepreneurs Rwandais avaient fait du Nord Kivu l'une des régions les plus dynamiques du Zaïre [...].

Depuis quelques mois, cet univers bascule [...]. La plupart des réfugiés [tutsis] mettent en cause "les gens des camps" [les réfugiés hutus de 1994], en particulier les anciens militaires de Mugunga : "Lorsqu'ils ont craint que les Zaïrois les expulsent vers le Rwanda et arrêtent les dirigeants, ils ont décidé de créer une base arrière dans le Masisi. Civils et miliciens se sont dirigés vers les hautes terres pour y créer une sorte de Hutuland. L'armée zaïroise appuyait l'opération, elle nous a dit de partir".

Tous mettent en cause le caractère "génocidaire" de l'opération en cours : les Tutsis sont massacrés à la machette, les femmes violées, les enfants écrasés au pilon, les maisons pillées, incendiées, les églises vidées. Tout se passe comme si les massacres qui avaient fait un million de morts au Rwanda il y a deux ans se reproduisaient sur le même modèle, avec la même idéologie [...]. En plus des éleveurs tutsis, les populations locales hunde, bien moins nombreuses, ne résistent pas longtemps et sont victimes de la même violence. [...] Les Hunde seront exterminés sur leurs terres ancestrales ».

Le Monde, Deux ans après le génocide, le Rwanda cherche toujours la voie de la réconciliation, 06/04/1996 (Frédéric FRITSCHER) : « Seuls le général Kagame et le colonel Karemera siègent dans chacune de ces cellules [les trois "cercles" du pouvoir réel selon le journaliste : politique, militaire, stratégique], mais ils ne font pas pour autant l'unanimité. Leur autorité est parfois contestée, chez les civils et chez les militaires. Ils sont soumis à la pression des noyaux durs qui veulent l'instauration d'un pouvoir tutsi sans partage. "A défaut d'être eux-mêmes des modérés, ils ont, tous deux, une vision politique pour leur pays, ce qui est forcément modérateur", constatent diplomates européens et américains.

Ces deux militaires incarnent aussi l'espoir et l'avenir pour les modérés du gouvernement, qui se décrivent eux-mêmes comme "les éléments de bonne volonté". Ceux-là sont persuadés, aujourd'hui, que les divergences au sein du FPR sont plus dangereuses que les clivages ethniques Hutus/Tutsis ou régionaux Nord/Sud. Ils craignent une scission au sein du FPR et l'arrivée au pouvoir des "faucons" qui mèneraient à son terme "leur projet de Tutsiland" ».

[Une analyse qui peut être discutée, mais qui a au moins le mérite de poser le problème du destin du Rwanda en termes politiques - et non pas seulement ethniques. Après Le Monde, l'Etat français, qui a beaucoup à se faire pardonner, se hissera-t-il à ce niveau de lecture ?]

LIRE

La justice internationale face au drame rwandais, sous la direction de Jean-François DUPAQUIER, Karthala, 1996, 253 p.

Un collectif d'auteurs rwandais, ivoirien, belge, sud-africain, français, canadien, suisse, etc., que le génocide rwandais empêche de "dormir", nous fait partager sa passion pour la justice, son refus obstiné de la banalisation du crime contre l'humanité. Il nous fournit, non un recueil de prêches, mais un arsenal juridique pour engager, en nos pays, la lutte contre la « *déraison d'Etat* » et sa manie de l'"incompétence" dès lors qu'il s'agit d'interdire le pire.

Killing the evidence. Murder, Attacks, Arrests and Intimidation of Survivors and Witnesses, African Rights, Londres, 91 p.

Alors qu'une mode commode braque les projecteurs sur les repréailles commises par le FPR et sur l'insécurité au Rwanda, dans le fol espoir d'atténuer par la généralisation du crime l'indicible singularité du génocide, *African Rights* s'obstine à enquêter sur les responsables et les victimes de ce dernier. L'opinion publique l'avait laissé se perpétrer distraitement, absorbée par la sortie de route d'Ayrton Senna. Puis elle focalisa son attention sur les foules de Goma, où la mobilisation humanitaire rachetait sa mauvaise conscience. L'aide internationale secourut massivement les réfugiés, sans en exclure les responsables du génocide.

Ceux-ci, auréolés d'une nouvelle légitimité (la France, la démocratie-chrétienne flamande et des ecclésiastiques belges parrainent leur « *rassemblement démocratique pour le Rwanda* »), peuvent amorcer leur revanche. Et ils peuvent espérer, en ordonnant l'assassinat ou l'intimidation des rescapés et des témoins, qu'une justice révisionniste finisse par les absoudre, faute de preuves...

Les Médias et l'humanitaire, Rony Brauman et René Backmann, CFPJ Editions, 35 rue du Louvre, 75002-Paris, 1996.

S'il est un des ténors de l'action humanitaire que l'on ne peut taxer d'aveuglement face aux dérives ci-dessus évoquées, c'est bien l'ancien président de *Médecins sans frontières* Rony Brauman. Le choc du génocide rwandais a été pour lui la confirmation de ce qu'il suggérait déjà auparavant : le risque pour l'intervention d'urgence, si nécessaire soit-elle, de servir d'esquive aux décisions politiques les plus indispensables.

Les médias ont fortement servi l'essor de l'humanitaire. Ils étaient ravis, en retour, du grand spectacle affectif qui leur était offert. Mais ils n'apprécient pas tous que des urgenciers, découvrant les causes profondes de l'insupportable souffrance, veuillent en rendre compte. Rony Brauman et René Backmann racontent sans complaisance le difficile chemin d'un couple confronté à la responsabilité.

Au cœur du secret. 1500 jours aux commandes de la DGSE, Claude SILBERZAHN, avec Jean GUISNEL, Fayard, 1995, 331 p.

Le plaidoyer *pro domo* de cet ancien Directeur (1989-93) du plus célèbre des "services", l'un des piliers de la continuité franco-africaine, est d'autant plus instructif que ce civil, ex-préfet, se présente comme le défenseur de la démocratie et des valeurs républicaines.

Cela ne l'empêche pas de refuser que cet Etat dans l'Etat soit soumis au moindre contrôle parlementaire, ni d'avouer les prises de pouvoir de la DGSE en Centrafrique ou aux Comores - par exemple. Il précise : « *Chaque haut responsable de la République française a en Afrique ses "enfants" préférés, fruits de son histoire personnelle et de ses affinités. La DGSE [...] a les siens, qui lui font confiance et n'ont pas à s'en repentir* ». Idriss Déby fait partie de ces chouchous, à qui l'on excuse tout - de même que le Fouché camerounais, le policier-espion Jean Fochivé (fraîchement limogé).

Le passage sur les échanges de bons procédés avec des journalistes ou des universitaires est évidemment instructif.